

# BILAN DE L'ENQUÊTE LANCÉE DANS LES BIBLIOTHÈQUES, ARCHIVES ET MUSÉES

par Caroline Poulain

Afin de repérer les collections de menus les plus importantes mais aussi plus largement de dresser un état de la présence des menus dans les établissements culturels français, une enquête a été lancée de novembre 2010 à mars 2011. Elle n'est qu'une première étape et devra être approfondie, notamment dans les musées, dont le taux de réponse est aujourd'hui très faible, dans d'autres structures que celles enquêtées, mais aussi élargie à l'étranger, et spécialisée par types de menus. Une étude approfondie du monde des collectionneurs serait complémentaire et même essentielle puisque quelques-uns des plus grands et prestigieux ensembles au monde appartiennent à des particuliers.

Surtout, les résultats de l'enquête devront être amendés puisque beaucoup d'établissements ont retourné leur questionnaire en précisant qu'ils n'avaient pas toutes les données en mains pour faire un bilan précis, soit que leurs menus ne soient pas encore repérés, ou les collections non encore traitées ni analysées.

L'enquête s'est déroulée en plusieurs étapes : tournée essentiellement vers les bibliothèques, elle fit rapidement apparaître que les services d'archives étaient un lieu de conservation important pour ce support ; enfin, les musées furent dans un troisième temps sollicités.

Le formulaire fut d'abord envoyé aux 54 bibliothèques municipales classées (BMC, c'est-à-dire les grands fonds patrimoniaux en régions), à la Bibliothèque nationale de France et à une vingtaine de bibliothèques patrimoniales (Bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg, bibliothèques Forney, des Arts décoratifs, historique de la Ville de Paris, Sainte-Geneviève, Mazarine, de l'Institut de France, de la Sorbonne, du Sénat, de la Cour des Comptes, de l'Institut national d'histoire de l'art, de l'Opéra, de l'École nationale des Chartes, de l'École nationale des Beaux-Arts, bibliothèque centrale des Musées nationaux, etc.). L'enquête fut ensuite relayée par la liste de diffusion Bibliopat puis par le site « Patrimoine écrit » du Ministère de la Culture.



01

01 Menu patriotique du 6 septembre  
[1918 ?] Conseil général du Cher.  
Direction des archives  
départementales et du patrimoine,  
cote 102 J 143.

41 des 54 BMC et 14 des 25 autres bibliothèques contactées ont répondu. Parmi elles, 8 ne possèdent aucun menu.

En ce qui concerne les services d'archives, l'enquête fut envoyée directement aux 95 Archives départementales (AD), aux services des Archives nationales et aux archives des grandes institutions françaises (Présidence de la République, Assemblée nationale, Sénat, Conseil d'État, ministère des Affaires étrangères) puis diffusée par la liste de l'Association des archivistes français. 76 services départementaux ont répondu, 3 services des Archives nationales, les archives du Ministère des Affaires étrangères et de l'Assemblée nationale, 10 archives municipales, 2 autres services (Région Alsace et Université de Compiègne), les archives d'une association (French Lines) et les archives d'une entreprise (Liqueur Bénédictine). Parmi eux, 2 ont répondu n'avoir aucun menu. Quant aux musées, les musées nationaux ont reçu directement l'enquête; les très nombreux musées de France furent contactés via les conseillers musées des Directions régionales des Affaires culturelles saisis par le Service des Musées de France. 12 des 34 musées nationaux ont répondu, mais seulement 45 des plus de 1 000 musées de France (ainsi que 5 musées non labellisés). Faut-il entendre que les musées ne possèdent pas de menus ou bien plutôt qu'une enquête efficace doive bannir les intermédiaires?

Les résultats valent donc surtout pour les bibliothèques patrimoniales et les services d'archives départementales et nous ne tirerons pas de conclusions pour les musées, le taux de participation étant trop faible et la plupart répondant d'ailleurs qu'ils ne possèdent aucun menu.

Que tous ceux qui ont contribué à ce travail soient remerciés et me pardonnent de ne pas tous les citer en détail.

**Le formulaire de l'enquête proposait les questions suivantes  
aux bibliothèques et les adaptait légèrement  
pour les archives et les musées :**

- Votre bibliothèque conserve-t-elle des menus?
- Forment-ils un fonds spécifique?
- Sinon, dans quel(s) fonds sont-ils conservés?
- Quelle est l'origine des menus? (fonds particulier, don,...)
- S'agit-il surtout de menus régionaux?
- Combien de menus conservez-vous (nombre ou estimation)
- Quelle tranche chronologique balaient-ils? Quelle est la date du plus ancien? Quelle période est-elle surtout représentée?
- En acquérez-vous régulièrement? Si oui, combien et pour quel budget par an?
- Les menus sont-ils traités? Comment (catalogue, inventaire interne, base en ligne)?
- Sont-ils consultables par le public?

L'enquête a d'abord permis de repérer les grandes collections de menus. Rappelons que d'autres existent certainement qui n'ont pas encore été identifiées.

Seulement 11 institutions possèdent plus de mille menus: près de 19 000 à la Bibliothèque nationale de France (dont 18 000 au département des Estampes et de la Photographie et 811 dans les recueils du département Philosophie-Histoire-Sciences de l'homme, ainsi qu'un nombre indéterminé à la Réserve des livres rares et au département des Arts du spectacle), près de 10 000 pièces à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris (BHVP), environ 8 000 à la Bibliothèque municipale (BM) de Dijon, 3 000 à 3 500 à la Bibliothèque Forney, 3 000 à la Bibliothèque des Arts décoratifs, 1 700 dans les musées des Pays de l'Ain, 1 600 à la BM de Lille, 1 500 à la BM de Metz, 1 000 à 2 000 aux AD de Haute-Vienne et environ 1 000 aux AD des Hautes-Alpes. Ajoutons les archives du ministère des Affaires étrangères et peut-être le Musée de l'image à Épinal pour lesquels nous ne disposons pas du détail.

Dans 21 établissements, des collections de quelques centaines de menus (de 200 à 900 pièces) ont été repérées: 5 bibliothèques (BM de Reims, Colmar, Nancy, Grenoble et Cambrai), 7 services d'archives (AD du Puy-de-Dôme, de la Manche, d'Indre-et-Loire et de la Somme, Archives de l'Assemblée nationale, Archives municipales de Lyon, Archives de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg), 3 services d'archives privées (association French Lines, Liqueur Bénédictine, Centre d'archives historiques Arts et Métiers de Liancourt), 6 musées (Gadagne et de l'Imprimerie à Lyon, de la Vie bourguignonne à Dijon, de la Marine et Carnavalet à Paris, Air et Espace au Bourget).

Beaucoup d'établissements ne possèdent que quelques dizaines de menus, voire quelques pièces isolées.

Dans les archives, le nombre de menus est souvent inconnu et sera certainement à terme réévalué.

L'origine des menus est diverse selon le type d'institutions.

Dans les bibliothèques, les menus proviennent quasi exclusivement de dons locaux (édiles, artistes, érudits, écrivains, collectionneurs), parfois en petit nombre parmi d'autres documents, et très peu sont achetés. Ils forment des ensembles et on conserve moins de menus isolés à la pièce que dans les services d'archives.

Dans ces derniers, ils proviennent autant, semble-t-il, puisque les chiffres exacts sont le plus souvent inconnus, des versements publics que des dons d'archives privées. Dans les fonds de l'administration, on trouvera des menus des réceptions officielles, notamment des préfectures, et des diverses cérémonies organisées, des menus des repas servis à l'occasion d'inaugurations ou d'autres manifestations, des menus de déjeuners de travail, et enfin des menus issus des établissements scolaires et hospitaliers.

Dans les archives privées, outre les fonds de familles ou d'individus, les fonds d'entreprises conservent les menus des repas qu'elles ont organisés, ou produits quand il s'agit d'imprimeurs (fonds Arnaud à Lyon, fonds Desquand à Bourges). Trois types de menus se dégagent de ces fonds privés : les menus témoignant de la vie quotidienne, festive ou de travail, les menus produits par des artistes et imprimeurs et, plus rarement, des menus collectionnés ou du moins récoltés (collection Guillemin aux AD des Hautes-Alpes, collection Braun dans huit institutions publiques dont les archives du ministère des Affaires étrangères, le musée de l'Armée, le musée Carnavalet ou le musée de la Marine par exemple).

Dans les archives, les menus forment moins systématiquement des ensembles et sont souvent disséminés à travers les fonds, à côté d'autres types de documents, où ils ne sont pas toujours encore repérés. Les résultats de l'enquête sont donc très partiels puisqu'une grande partie (la majorité?) des menus ne sont pas identifiables faute de traitement des fonds ou du moins de traitement à la pièce. Il semble aussi ressortir de cette enquête que l'administration n'ait pas le souci de conserver ni d'archiver particulièrement et systématiquement les menus des manifestations et repas qu'elle organise.

Une grande partie et certainement même une majorité des menus conservés dans les collections publiques y sont parvenus grâce à des particuliers, qu'ils soient collectionneurs ou simplement donateurs des documents ayant trait à leur vie et leur carrière ; le dépôt légal ne vaut pas pour les travaux de ville (et beaucoup de menus ne sont pas produits par des imprimeurs mais par les organisateurs des repas dans un cadre strictement privé), les éphémères n'ont pas encore la légitimité d'autres supports, les menus sont un *objet* utilitaire et privé avant tout et avant d'être un objet de vente et un objet destiné à tous : cela explique l'absence de prospective publique pour les menus (à l'exception notable de la BHVP et de ses collectes initiées par la Société Jules Cousin et Marcel Poëte à partir de 1910).

En conséquence, extrêmement rares sont les institutions où les menus forment un fonds spécifique identifié en tant que fonds de menus ; cette situation existe essentiellement dans les plus grandes collections.

Dans les bibliothèques, ils sont en général conservés dans les fonds particuliers des donateurs puis, parfois, dans les fonds locaux et les fonds iconographiques. Dans les services d'archives, les réponses à l'enquête indiquent des classements dans les séries modernes (1800-1940) correspondant aux administrations qui les ont versés (sont citées les séries **M** – administration générale et économie –, **O** – administration et comptabilité communales –, **R** – affaires militaires –, **S** – travaux publics et transports –, **T** – enseignement et affaires culturelles –, **X** – assistance et prévoyance sociale –, **Y** – établissements pénitentiaires – et

**Z** –sous-préfecture–), dans la série contemporaine **W** (archives administratives postérieures au 10 juillet 1940), dans la série **J** des fonds d'archives privées et parfois en série **Fi** (documents figurés). Les séries **J**, **M** puis **W** apparaissent le plus fréquemment. À noter, l'originalité de l'association French Lines dont 730 des 900 menus sont classés dans le fonds d'objets, ce qui est une façon particulièrement intéressante de considérer le menu.

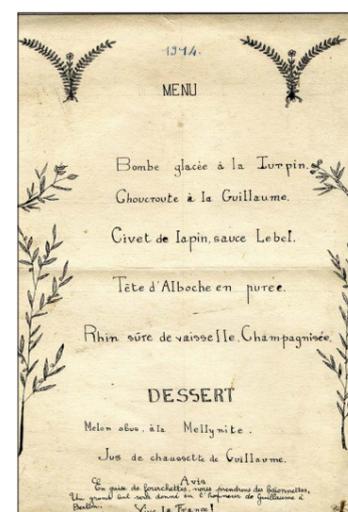
La période majoritairement représentée dans les bibliothèques est celle qui va des années 1880-90 aux années 1920-1930, c'est-à-dire la période la plus faste pour le menu. La situation est moins tranchée dans les archives, assez logiquement puisque les versements publics sont constants.

La question sur les menus régionaux portait sur l'origine des menus (sur le lieu où s'est tenu le repas lié au menu) mais, telle qu'elle était formulée, elle a pu être comprise comme une question sur l'origine des mets mangés ; cette ambiguïté rend l'analyse des réponses fragile. Dans les bibliothèques, la réponse est partagée et l'on compte autant de menus régionaux que de menus qui ne le sont pas. Dans les archives, on remarque une majorité de menus régionaux, ce qui s'explique peut-être par les versements administratifs, forcément locaux.

L'un des espoirs de l'enquête était de repérer une pièce inconnue et inestimable, comme un menu du tout début du XIX<sup>e</sup> siècle ou même un menu plus ancien... hélas ce ne fut pas le cas !

Outre un repérage des fonds les plus importants quantitativement, l'enquête fait ressortir l'intérêt qu'aurait un inventaire plus fin et axé sur la typologie, afin de regrouper virtuellement des ensembles de menus dont l'étude conjointe serait pertinente : ensembles relevant du classement traditionnel des menus par origine du repas (menus officiels, menus d'associations, menus d'occasions familiales et privées, de paquebots, d'avions...) ou ensembles plus inédits : menus en langues régionales, menus d'artistes (avec les maquettes et différents états), menus des établissements scolaires, menus des hôpitaux, menus des établissements pénitentiaires, menus publicitaires... l'énumération pourrait être longue.

Si l'on creuse l'exemple précis du recensement des menus datés des deux guerres mondiales, on constate rapidement qu'il aurait un intérêt historique certain, des pièces ayant déjà été repérées. Qu'il s'agisse de menus de particuliers où transparait bien évidemment en premier lieu la réalité alimentaire quotidienne mais aussi l'état d'esprit des convives (à travers l'illustration descriptive ou caricaturale de la période et le choix de noms de plats engagés, polémiques ou simplement ironiques), des menus de restaurants dans le cadre de leur réglementation et de l'homologation de l'alimentation, des menus d'associations d'anciens déportés et prisonniers dès l'après-guerre



02 Menu patriotique daté de 1914.  
Conseil général du Cher.  
Direction des archives départementales  
et du patrimoine, cote J 643.

et jusqu'à nos jours, ou même des menus de camps (aux AD des Pyrénées atlantiques par exemple), ce sont des aspects connus ou moins connus de ces périodes qui peuvent être approfondis par une nouvelle source.

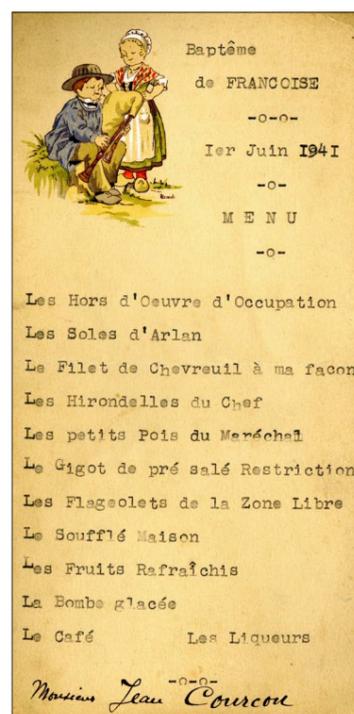
De façon plus classique pour l'historien, certains menus illustrent la grande histoire internationale, nationale ou locale : pour ne citer que quelques exemples, le menu de l'inauguration du Canal de Suez (1869) à la BM de Dijon, le menu offert par Victor Hugo à l'occasion de son 78<sup>e</sup> anniversaire et du cinquantième d'Hernani (1880) à la BM de Grenoble, le menu offert par la Ville de Lyon à Sadi Carnot juste avant son assassinat (1894) à la BM de Lyon et aux AD du Rhône, les menus de l'expédition Charcot à bord du Français aux AD du Morbihan, le menu du déjeuner du 20 janvier 1919 à l'occasion de l'accueil du président Wilson par le Sénat à la Présidence du Sénat...

D'autre part, quelques originalités ou pièces surprenantes sont apparues, qui, au-delà de l'anecdote, sont souvent révélatrices d'une période et d'un état d'esprit. Citons ce menu « pasteurien » (1884) conservé par la Maison Pasteur d'Arbois proposant des « côtelettes sans microbe », du « poulet inoculé », un « œuf à la génération spontanée » ou encore une « salade à l'acide racémique », ce menu d'un « Grand dîner parisien » évoquant la famine du siège de Paris de 1870 conservé au musée de Saint-Denis et qui liste du filet d'éléphant, du rat, du chien et sert de support à la contestation politique avec la « bisque Bismarck » et les « gâteaux Breton-Trochu » (du nom du chef breton du gouvernement de défense nationale), les menus des « sélectionnés de la bonne humeur » de la BM de Dole, le menu en volapuk de 1887 de la BM de Lille ou encore les menus pour chiens que l'on pouvait trouver sur les paquebots de luxe...

Dans les bibliothèques, peu de collections de menus sont en ligne dans leur totalité. Les moyens de signalement choisis sont le catalogue général informatique des collections, la base collective de manuscrits Calames ou la base spécifique en ead. La plupart des menus ne sont pas catalogués ou sont partiellement inventoriés dans des outils internes non accessibles au public.

Dans les archives, la plupart des réponses insistent sur le fait que de nombreux menus ne peuvent être identifiés car les fonds ne sont pas toujours traités à la pièce ou que la typologie « menu » n'a pas été retenue. L'avancée du catalogage des menus dépend de celle du fonds dans lequel ils sont conservés.

L'état des instruments de recherches est, très logiquement, variable, cette enquête n'est donc qu'une première étape.



03

03 Menu du 1er juin 1941. Conseil général du Cher - direction des archives départementales et du patrimoine, Musée de la Résistance et de la Déportation du Cher, n° 100.

# LES ACTUALITÉS GOURMANDES DE LA BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE DE LA VILLE DE PARIS

par Laure Jestaz

Riche d'une collection de près de dix mille menus, la Bibliothèque historique s'affirme aujourd'hui comme l'une des plus importantes collections publiques en la matière. Cette collection est née de la volonté délibérée de quelques hommes qui, dès les premières années du xx<sup>e</sup> siècle, décidèrent de recueillir, penser, et classer les innombrables travaux de ville liés à Paris comme sources privilégiées de son histoire et de son développement, parmi lesquels les menus et cartes de restaurants parisiens.

En créant la Société Jules Cousin par assemblée générale du 18 janvier 1910, l'association des Amis de la Bibliothèque de la Ville de Paris eut en effet pour seul objectif de « faciliter l'entrée à la Bibliothèque de toute une catégorie de pièces indispensables à collectionner pour la connaissance historique de Paris au jour le jour, et n'étant pas dans le commerce ou dans les possibilités de service de la Bibliothèque<sup>1</sup>... ». Ces ephemera (ou bilboquets selon une terminologie chère à Marius Audin<sup>2</sup>) susceptibles d'intégrer les fonds documentaires sont passés en revue quelques lignes plus loin : « les prospectus, catalogues commerciaux, cartes de restaurants ou de cafés... sont appelés à renseigner excellemment sur la vie commerciale et économique ; les bulletins paroissiaux et publications similaires sur la vie religieuse au lendemain, par exemple, de la séparation de l'Église et de l'État... les affiches et programmes de théâtre, sur l'une des manifestations les plus caractéristiques de l'existence parisienne. Les menus de repas, programmes de soirée, cartes d'invitation éclairent le côté mondain, tandis que les publications syndicales de toutes sortes permettent de suivre de près l'évolution de la classe ouvrière, et que les brochures afférentes aux nombreuses œuvres d'assistance ou de mutualité mettent en lumière une autre face de la question sociale... »<sup>3</sup>

La liste se poursuit, longue et détaillée, de ces « feuilles sans valeur »<sup>4</sup> dont l'examen apportera aux historiens futurs un irremplaçable témoignage sur le quotidien des Parisiens à une époque donnée. Il est d'ailleurs explicitement demandé qu'une date soit apposée sur chacun de ces documents pour en faciliter le classement et l'accès.